



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

Arrêté du 13 juillet 2022

**portant mise en demeure à la société STROHMAIER de se mettre en conformité avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 200804418 du 12 février 2008 ainsi qu'avec certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières pour son site de carrière de Réguisheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8-I ;

VU les articles L.514-5 et R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 200804418 du 12 février 2008 portant autorisation à la société STROHMAIER France d'exploiter une carrière de granulats à Réguisheim au titre du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site effectuée le 9 juin 2022 ;

VU le rapport du 20 juin 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à cette visite ;

Considérant que le plan d'exploitation ne contient pas l'ensemble des informations requises ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° 200804418 du 12 février 2008 susvisé ;

Considérant que l'absence des informations requises dans le plan d'exploitation ne permet pas à l'inspection des installations classées de vérifier le respect de certaines prescriptions telles que le périmètre d'extraction et le périmètre de sécurité définis respectivement aux articles 3.2 et 12 de l'arrêté préfectoral n° 200804418 du 12 février 2008 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 9 juin 2022, l'absence de justificatifs permettant de caractériser les matériaux stockés, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 11.5 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 9 juin 2022, l'absence d'un suivi de la quantité des matériaux stockés sur le site de carrière, ce qui constitue un non-respect de l'article 11.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : La société STROHMAIER, désignée par « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est route de Bantzenheim – BALDERSHEIM (68390), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° 00804418 du 12 février 2008 susvisé ainsi qu'avec les prescriptions de l'article 11.5 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, pour sa carrière implantée au lieu-dit MITTLERE HART à REGUISHEIM (68890) dans les délais définis à l'article 2 du présent arrêté.

### Article 2 : Plan d'exploitation

**Au plus tard le 31 décembre 2022** et conformément aux prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° 200804418 du 12 février 2008 susvisé, l'exploitant adresse au préfet le plan d'exploitation complété :

*« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.*

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (art. 3.1 du présent arrêté) et le droit d'extraction (art 3.2 du présent arrêté), ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les bords de la fouille ;
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement de stockage des terres de découverte ;

- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »

### **Article 3 : Caractérisation des déchets d'extraction**

**Au plus tard le 31 décembre 2022** et conformément aux prescriptions de l'article 11.5 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé, l'exploitant transmet au préfet les justificatifs permettant de caractériser ses déchets d'extraction :

#### **Article 11.5**

« [...] »

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, [...].

*En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné. »*

#### **Annexe I**

« Déchets d'extraction inertes :

1. Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;

- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;

- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;

- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

[...]. »

**Article 4 : Installation de recyclage**

**Au plus tard le 31 décembre 2022** et conformément aux prescriptions de l'article 11.5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé :

« [...] »

*L'exploitant assure un suivi des quantités [...] des matériaux stockés.*

[...]. »

**Article 5 :** En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **13 JUL. 2022**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Mulhouse,  
secrétaire général suppléant

**SIGNÉ**

Alain CHARRIER

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.